



Réforme des retraites une crise politique révélatrice de la fracture démocratique française

Durant des semaines, des mois, les 42 000 adhérentes et adhérents du Parti communiste ont échangé dans la proximité de nos sections, comme dans notre fédération sur les orientations politiques et stratégiques de notre 39^e congrès, tout en participant à un mouvement social historique.

Les choix que nous avons faits sont des choix collectifs, la force du commun avec des directions renouvelées, rajeunies pour notre organisation départementale et des objectifs de renforcement.

Depuis des mois, la France se lève, se rassemble, s'unit contre une des réformes les plus dures que le monde du travail ait subies avec la retraite à 64 ans. Et c'est toute la France du travail, le cœur battant du pays qui dit non, unie, pacifique, solidaire.

Oui, la lutte des classes existe, et ce sont les ultra-riches et leurs vassaux macronistes avec la droite et l'extrême-droite, qui la mènent avec brutalité.

La classe des riches sait se défendre et elle nous fait mal. Elle nous impose cette réforme des retraites pour nous faire travailler plus longtemps, plus durement. Et quand nous résistons, ils veulent nous faire taire.

Il bâillonne les députés en les privant du droit de voter. Il discrédite, avec son ministre Darmanin, les manifestants en les faisant passer pour des violents, elle réquisitionne les salariés et brise la grève et veut faire taire les élus locaux engagés dans le mouvement social.

Ce pouvoir utilise tous les artifices légaux d'une V^e République rendant l'exercice du pouvoir illégitime. Il faut respecter le monde du travail, les corps intermédiaires et les syndicats. Il faut respecter les élus locaux et le Parlement. Le 49-3 de la Constitution et les autres articles méprisant la démocratie doivent être supprimés.

Si Macron a perdu les Français, les syndicats, l'opinion, ce n'est pas pour autant que les idées progressistes soient devenues majoritaires. Pas plus que celles de l'extrême-droite, même si toutes

les manipulations existent pour la rendre plus respectable, du moins pour la rendre inévitable en 2027. Car l'extrême droite ne propose rien d'autre que la fin des cotisations sociales sur les salaires et donc la fin de la Sécurité sociale. Les Français ne veulent pas la fin de la Sécu, au contraire.

L'extrême droite clame la retraite à 60 ans, mais uniquement pour celles et ceux qui ont commencé à travailler avant 20 vingt. Pour les autres, la retraite sera bien au delà sans leur garantir un montant de pension décent. Est-ce cela que veulent les Français ? Non, ils veulent partir plus tôt, avec une pension permettant de vivre ! Et pour financer sa réforme, l'extrême droite propose aux femmes de faire des enfants ! Quel projet ! Les femmes réduites à des utérus ! « Travail famille patrie », la France de Pétain est de retour ! Est-ce cela que nous avons entendu dans les cortèges ? Non, les femmes veulent plus de respect, de salaire et d'égalité !

L'extrême droite est la meilleure alliée du capital, la pire ennemie des femmes, des syndicats ! L'extrême droite, c'est le racisme, la xénophobie, le repli identitaire, l'homophobie et le sexisme.

C'est pourquoi nous devons construire une alternative de progrès, ouvrir un chemin pour battre l'extrême droite, la droite

AGENDA

Samedi 17 juin – 9h

Séminaire d'Études et de Recherches marxistes au CN

Vendredi 23 juin - 19h

1^{er} RDV départemental de la diffusion du bon de soutien à la fête de l'Humanité

Dimanche 25 juin

Fête de l'espoir à Brou-sur-Chantereine

Mercredi 28 juin – 19h30

Conseil départemental

Samedi 1^{er} & dimanche 2 juillet

Conseil national

25-26-27 août

Université d'été à Strasbourg

et la macronie et répondre aux attentes des Français. Nous voulons construire une majorité capable de l'emporter autour du projet le plus ambitieux pour notre pays.

Notre proposition, c'est de construire un nouveau Front populaire pour bâtir ensemble une France libre, forte et heureuse !

Une France libérée de l'emprise du capital, de la fraude fiscale et des prédateurs qui en ont fait leur terrain de jeu.

Notre pacte pour une France libre, c'est d'abord de reprendre le pouvoir sur l'argent, sur nos richesses, sur notre outil de travail !

C'est le choix de la démocratie face au pouvoir sans limite des marchés et des banques.

Nous voulons des banques publiques pour que notre argent serve à investir et à préparer l'avenir de notre pays ! Les 160 milliards d'euros d'argent public versés tous les ans aux entreprises devraient être conditionnés à la création d'emplois, à la relocalisation, à la transformation de l'activité industrielle et à des objectifs environnementaux.

Une France libre, c'est aussi une France capable de faire entendre sa voix en Europe et dans le monde contre ces traités économiques qui nous font tant de mal.

Nous avons une entreprise publique, qui disposait d'un monopole et qui fournissait à la population, aux collectivités et aux entreprises l'énergie la moins chère d'Europe. Ils ont tout mis en concurrence, tout passé à la moulinette de la libéralisation. Et nous n'avons jamais payé notre énergie aussi chère qu'aujourd'hui.

Halte à cette Europe libérale.

Il est temps de promouvoir de nouveaux traités européens faisant la promotion de la coopération, du respect des salariés, de la planète, des services publics, plutôt que les règles mortifères de la concurrence libre et non faussée !

Le PCF devra défendre ce projet d'une Europe de la paix, du progrès social et de la transition écologique. Depuis que l'activité humaine a complètement transformé son milieu à travers les siècles, nous sommes entrés dans une ère nouvelle, l'Anthropocène, où l'activité humaine devient une source majeure de changements de la planète. Cette aggravation récente de la crise écologique est principalement due à la course folle au profit du système capitaliste mondialisé, source de gaspillage et d'inefficacité, qui est aussi l'obstacle aux changements nécessaires. Il s'agit donc de révolutionner nos modes de production et de consommation pour les rendre compatibles avec la continuité de notre niche écologique. C'est un défi scientifique et politique, qui appelle en premier lieu au dépassement du capitalisme, mais va au-delà de cette exigence avec la sortie d'une économie fondée sur les énergies carbonées et la préservation de la biodiversité et de ses écosystèmes. Les communistes sont appelés à y réfléchir durant tout l'été pour établir notre stratégie lors d'une conférence nationale le 14 octobre pour les prochaines élections européennes de 2024.

Forts de ces considérations politiques, notre conseil départemental du 14 avril, notre conseil national du 6 mai et le vote des cotisants de notre fédération ont validé la candidature de Marianne Margaté en deuxième position d'une liste de rassemblement de la gauche et des écologistes pour les prochaines élections sénatoriales. Nous devrions connaître bientôt l'ensemble des candidatures de cette liste conduite par le seul sénateur de gauche seine-et-marnais sortant Vincent Eblé. L'agencement de cette liste avec les deux premières places déjà attribuées et validées par la quasi totalité des forces de gauche est la seule susceptible de gagner des sièges à gauche au Sénat et d'envisager un potentiel retour à 3 élus sur les 6, comme ce fut le cas en 2004 et 2011.

D'ici le jour des élections sénatoriales le 24 septembre, un travail de proximité auprès du panel électoral des délégués sénatoriaux désignés le 9 juin, va être prépondérant pour atteindre cet objectif.

La fête de l'Humanité, les 15, 16 et 17 septembre sera un élément majeur de cette rentrée politique. La diffusion du bon de soutien en est un vecteur avec le premier rendez-vous départemental le vendredi 23 juin à la Fédération.

Vincent Benoist
secrétaire départemental

40° CONGRÈS DÉPARTEMENTAL DE LA FÉDÉRATION DE SEINE-ET-MARNE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Le 25 mars 2023, les délégué.e.s de notre fédération réuni.e.s en congrès départemental ont élu une **nouvelle direction** renouvelée à 47% et rajeunie, après avoir adopté la veille le texte de la base commune à 95,24%. Elle est composée de 13 femmes et de 17 hommes :

BENOIST Vincent : secrétaire départemental, ALARCON Daniel, ALLAERT David, BALANA Camille, BERGERON Nicolas, BERTINO Khadija, BESNAINOU Catherine, BOUDET Julien, CANALE Aude, CHAMBEUX Pierre, DAVID Safia, DEVOGHELAERE Jason, FABERT Laurence, FOURCHE Rémi, FUCHS Jean-Marc, FUCHS Sylvie, GIACOMEL Pascal, GUICHARD Daniel, GUILLO Annick, JANOT Rita, JANVIER Alain, JARRY Karine, LECOUR Patrick, MARGATE Marianne, MARTIN Elsa, NONDIER Isabelle, SANCHEZ Carmen, SUREAU Franck, VALENTE Alexandre, ZUBKOV Rustam.

La parité inscrite dans nos statuts n'a pas été malheureusement respectée.

Le 14 avril dernier, notre premier conseil départemental s'est doté d'un **nouvel organigramme fonctionnel** en lien avec les objectifs du 39e Congrès en adoptant à l'unanimité :

- notre exécutif : Vincent BENOIST, Khadija BERTINO, Julien BOUDET, Rémi FOURCHE, Sylvie FUCHS, Karine JARRY
- notre trésorier départemental : Rémi FOURCHE
- notre comité d'animation de la bataille financière constitué de Rémi FOURCHE, Annick GUILLO et de l'ensemble des trésorières et trésoriers de section
- notre responsable à l'accueil-sécurité : Pascal GIACOMEL.

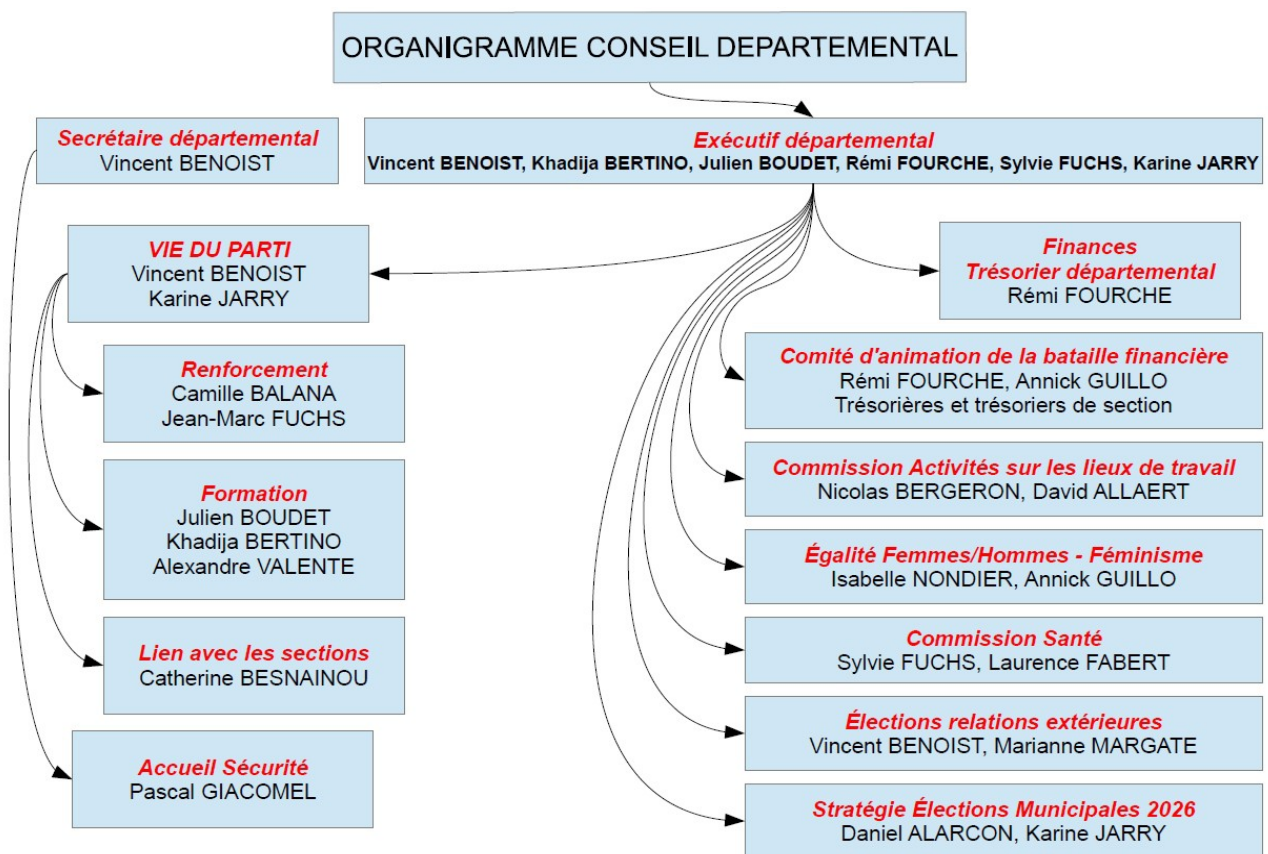
Notre **congrès national** a adopté le texte de base commune amendé : l'ambition communiste pour de nouveaux jours heureux à 83,12%, les statuts revisités avec l'entrée du dispositif Stop Violences à 81,58%. Il a également adopté comme membres du Conseil national : Karine JARRY (commission de médiation et des conflits), Sylvie FUCHS et Vincent BENOIST.

Des objectifs nationaux :

- de renforcement avec 10 000 cotisant.e.s de plus sur 3 ans
- de féminisme en transformant encore plus le parti
- de rassemblement avec les forces de gauche et écologiste pour créer un front populaire ne s'accommodant pas du capitalisme, avec de grands services publics sur fond de transformation sociale et écologique
- de redonner du sens au travail avec une activité du parti sur les lieux de travail, avec des droits nouveaux des droits d'égalité entre les femmes et les hommes, un droit de départ à la retraite à 60 ans et moins selon les métiers
- d'universalisme avec l'égalité de droit entre tous les êtres humains
- d'internationalisme en défendant la paix et la souveraineté des peuples

Le renforcement du Parti

Comme cela a été donc acté par notre texte de congrès, nous nous sommes fixé des objectifs ambitieux de renforcement, de formation, de création de cellules dans les entreprises, les villages, les quartiers ! D'ici le prochain congrès, de nouveaux cadres doivent émerger, et notamment des femmes puisque nous ne sommes pas parvenus à atteindre la parité pour notre direction départementale. Il est proposé que nous nous fixions au moins 150 adhésions cette année. Trop souvent, la question de la cotisation n'est pas posée alors qu'elle est normale comme dans n'importe quelle autre association. Le secteur Vie du parti de notre fédération se renforce ainsi pour assurer le lien avec les adhérent.e.s, l'accueil des nouveaux adhérents, leur formation, la diffusion de nos statuts et de notre texte de congrès ainsi que nos revues. L'accueil et la formation des nouveaux adhérent.e.s sont au cœur de notre renforcement. Pour mémoire, 12843 voix se sont portées sur Fabien Roussel à la présidentielle. La vie du parti devra regarder les initiatives à construire avec les sections pour convertir ces voix en adhésion.



L'organigramme fonctionnel pour notre direction fédérale adopté le 14 avril (ci-joint).

D'autres commissions pourront être créées, comme la commission Écologie. Elles sont ouvertes à l'ensemble des adhérents. (Pour s'inscrire : pcf77fd@gmail.com) Elles travailleront respectivement sous la responsabilité des camarades du conseil départemental en lien avec les commissions nationales (en attente du Conseil national du 1er juillet). Chaque commission, autant que nécessaire si elle est véritablement animée, nous fera un point lors des conseils départementaux, sur l'avancée des objectifs, les obstacles, les propositions pour être en phase avec ce que le congrès de notre parti nous demande. Il y aura donc des ordres du jour du conseil départemental partagés avec les commissions.

Un point sur nos commissions

Commission formation

- calendrier de formation de base les samedi 21 octobre 2023 et samedi 13 avril 2024 et cadre le samedi 15 juin 2024 à la fédération et des initiatives d'approfondissement de thématiques en valorisant la bibliothèque (café débat autour d'un livre ou d'un documentaire ...)
- réalisation d'un livret numérique pour les adhérent.e.s (texte d'orientation, statuts, les formations, les revues du parti, l'organigramme du conseil départemental. La commission va travailler les besoins en terme de formateurs et de supports adaptés à nos journées de formation sur le département.

Commission entreprises et activités sur les lieux de travail

- construire la rentrée de septembre du 4 au 10 septembre avec une adresse des communistes aux salarié.e.s
- tenir une initiative sur le stand de la fédération à la fête de l'Humanité

Commission écologie

Grégory Blin et Francis Gutmacher qui participait à la commission nationale souhaitent animer la commission écologie



La Base 217 (91)

La Fête de l'Humanité

Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge

15
16
17

Sept
2023

Bon de soutien donnant accès à la fête : 40 €

SECTION	Objectif	réglés en 2021	réglés en 2022	réglés en 2023
Mitry	600	387	426	
Chelles	200	69	118	
Lagny	100	51	62	8
Champs	200	64	87	15
Torey	100	94	71	22
Meaux	150	67	93	
Crécy	50	58	41	15
Coulommiers	200	122	126	7
Montereau	100	31	29	4
Nangis	150	37	38	
Agglo Melun	350	130	208	36
Brie Sénart	100	24	55	
Roissy	100	51	49	6
Pontault	100	19	60	
Ozoir	50	27	23	
Tournan	50	29	33	
Rozay	50	7	38	
Snecma	100	13	30	1
Fontainebleau	100	54	36	
Moret	100	50	60	20
Nemours	50	21	21	6
Divers		0	5	
Total	3000	1405	1709	140



Vendredi 23 juin à 19h

à la fédération 264 Rue de la Justice 77000 Vaux le Pénil

-1er rendez-vous du "Bon de Soutien"

avec la participation d'un responsable de la Fête de l'Humanité
et de :

Vincent Benoist secrétaire départemental, les membres de l'exécutif et du conseil départemental présents

suivi du pot de l'amitié

ÇA SE PASSE EN SEINE-ET-MARNE

« Tout le monde savait que c'était impossible à faire. Puis un jour quelqu'un est arrivé, qui ne le savait pas, et il l'a fait. »

Victoire du collectif des locataires avec Safia, Daniel en présence de Maud TALLET, maire de Champs-sur-Marne, pour fêter l'annulation de l'augmentation de 300% des provisions de charge pour chauffage imposé par le bailleur SEQENS. Belle démonstration de solidarité et de détermination. En attendant, la bataille pour imposer à SEQENS le respect de tous ses engagements se poursuit...



Manif du 6 juin contre la réforme des retraites à Meaux



le projet d'extension de la décharge Suez à l'Isles-les-Meldeuses inquiète les villages et le maire de Trilport par le nombre de passages de camions. L'autorité environnementale, quant à elle, émet des réserves.



Le CDG Express, c'est toujours NON



Inauguration de la stèle aux déportés de Souppes Sur Loing à l'initiative de Martin Tricard, avec les camarades de la section de Nemours et Marianne Margaté



Soutien aux Cast Members de Disney en grève depuis le 23 mai pour les salaires, les conditions de travail, augmenter les indemnités transports et pouvoir habiter à proximité



Yves Lagües-Baget, maire de Champeaux, Marianne Margaté, conseillère départementale, en soutien aux associations et au village de Crisenois contre l'implantation d'une prison de 1000 places sur des terres agricoles lors de la rencontre organisée par l'APTAECV à Vaux-Le-Vicomte. Il faut revoir les politiques carcérales, préserver la biodiversité et respecter les élus locaux.



ARJOWIGINGS

La justice a mis en examen un des repreneurs pour recel d'abus de biens sociaux et de fausses factures.